



Perspectives chinoises

2016/1 | 2016

Document : La réforme avortée de Deng Xiaoping en 1975-1976

Pékin-Taïpei, *via* Singapour

Du sommet de 2015 aux élections taïwanaises de 2016

Stéphane Corcuff



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7313>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 59-62

ISBN : 979-10-91019-18-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Stéphane Corcuff, « Pékin-Taïpei, *via* Singapour », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/1 | 2016, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7313>

Pékin-Taipei, via Singapour

Du sommet de 2015 aux élections taiwanaises de 2016

STÉPHANE CORCUFF

L'annonce du sommet qui s'est tenu entre les présidents chinois et taiwanais le 7 novembre 2015 à Singapour a fait l'effet d'un coup de tonnerre à Taipei, tant elle a surpris par l'absence d'information préalable donnée par les autorités des deux rives⁽¹⁾. Des causes variées ont été avancées pour expliquer la tenue d'un sommet dont l'idée était discutée depuis 20 ans, mais qui n'avait jamais pu se tenir, du fait de nombreux obstacles à son organisation, d'un côté comme de l'autre.

Les principaux facteurs explicatifs suivants ont ainsi été mis en avant dans le débat public à Taiwan : la volonté de Ma Ying-jeou, le président sortant taiwanais, de se tailler une place dans l'histoire ; l'objectif des deux présidents de contraindre la politique à venir de la favorite des sondages, la présidente du principal parti d'opposition, Tsai Ing-wen ; la détermination du président chinois, Xi Jinping, d'avancer sur le dossier taiwanais ; ou encore, l'élaboration d'un front commun nationaliste panchinoise face à Washington dans le dossier de la mer de Chine du Sud.

Nous étudions dans le présent article une dernière cause avancée, qui n'exclut pas les autres évoquées. Il s'agit d'une volonté de la Chine d'intervenir indirectement dans la campagne électorale alors en cours à Taiwan, pour les élections présidentielle et législative du 16 janvier 2016, dont l'issue, une double défaite du Kuomintang (KMT), ne faisait alors plus aucun doute. Cette explication n'est pas en opposition avec celle conduisant à voir les deux partis, le Parti communiste chinois (PCC) et le KMT, décidés à avancer d'un pas avant que le Parti Démocrate-Progressiste (DPP) ne revienne au pouvoir. Nous étudions ici l'hypothèse, avancée par beaucoup, que les autorités de Pékin auraient finalement consenti à l'organisation du sommet pour servir l'image de Xi en Chine sur le dossier taiwanais, et tenter de peser sur une situation critique pour la Chine dans le détroit⁽²⁾. À savoir, la perspective d'une défaite historique du KMT (allié circonstanciel du PCC), parti unificateur, et qui avait, pendant huit ans de présidence de Ma Ying-jeou, conduit une politique relativement conciliatrice face à Pékin.

En l'absence de témoignage d'acteurs directement impliqués dans la négociation sur les motivations des deux présidents, nous nous contentons de suggérer ici que ce sont les inquiétudes de la Chine face au retour au pouvoir annoncé du Parti Démocrate-Progressiste à la présidence de la République, à la victoire pressentie de ce dernier à l'assemblée législative, et au contexte de renforcement irrépressible de l'identité insulaire dans les mentalités à Taiwan, qui ont conduit la Chine à surmonter ses réticences à l'organisation d'un sommet qui présentait pour elle des bénéfices improbables et des inconvénients prévisibles.

Nous étudions cependant moins l'hypothèse d'un bilan coût-avantages poussant Pékin à passer sur les coûts pour obtenir les avantages, que l'utilisation, plus précisément, d'un joker de crise. Selon cette interprétation, Pékin aurait alors fait une sorte de pari incantatoire, en espérant que cette intervention indirecte influencerait positivement la campagne du KMT sans que les effets négatifs pour la Chine d'un tel sommet ne soient désastreux

pour sa politique taiwanaise dans le monde, sans toutefois trop s'illusionner sur ses chances de succès. Il s'avère que non seulement l'intervention n'a pas profité au KMT sur le plan électoral, mais qu'en outre les avantages internationaux tirés par Taiwan d'un tel sommet se sont vérifiés, prouvant que la Chine ne peut maîtriser le jeu taiwanais : ni la carotte ni le bâton ne semblent jouer face à l'affirmation de la nation taiwanaise. La Chine le savait sans doute : mais pouvait-elle se permettre de ne rien faire du tout ?

Après avoir rappelé l'origine de l'idée d'un sommet entre les deux présidents et l'échec des gouvernements des deux rives à l'organiser jusqu'ici, nous évoquerons rapidement quelques causes qui ont pu être mises en avant pour expliquer sa tenue soudaine, avant de faire le constat que, ce sommet ayant des inconvénients pour la Chine, c'est une circonstance particulière qui a poussé Pékin à tenter l'expérience.

La rencontre, une idée ancienne

En janvier 1995, dans un discours sur la politique taiwanaise en huit points (江八點 *jiang badian*), le président chinois Jiang Zemin évoquait la possibilité pour les dirigeants des deux rives de se rencontrer, en laissant entrevoir une disposition à discuter de la qualité en vertu de laquelle ils pourraient se rencontrer. Comme l'a analysé Jean-Pierre Cabestan à l'époque, les ouvertures de Jiang étaient cependant toutes relatives, et restaient contraintes par le cadre rigide d'une République populaire refusant de reconnaître l'existence et la souveraineté de la République de Chine⁽³⁾.

Depuis cette date, aucun sommet n'avait pu être organisé. Toute discussion ne pouvait en effet qu'achopper sur le refus de la Chine d'inviter le dirigeant taiwanais en sa qualité de président de la République de Chine, sa réticence à organiser la rencontre dans un tiers pays, et le refus de Taiwan d'envoyer sur le territoire de la Chine dite « continentale » son président sans qu'il soit reconnu comme chef d'État. En outre, plusieurs événements éloignèrent encore, au cours des années 1990 et 2000, la perspective d'une rencontre : la réponse de Lee Teng-hui aux huit points, longuement mûrie et sans concession ; son voyage aux États-Unis quelques mois après, qui déclençait l'ire chinoise et la crise des missiles de 1995-1996 ; enfin l'élection en 2000 de Chen Shui-bian, membre du DPP et opposé à l'unification. Ces événements conduisirent à un durcissement de la position chinoise, très

1. L'information est parue quatre jours seulement avant le sommet, sur un média d'opposition, le site web du *Liberty Times*, le 3 novembre en fin de soirée : « Duja: Ma zongtong qi ri mi fang Xin-jiao "Ma-Xi hui" bu qi er yu » (Exclusif : la visite secrète du président Ma à Singapour pour un « sommet Ma-Xi » par coïncidence), site du *Liberty Times*, 3 novembre 2015, <http://news.ltn.com.tw/news/politics/breakingnews/1496483> (consulté le 30 janvier 2016).
2. Entre autres exemples, voir « The Emperor's Descendants », *The Economist*, 14 novembre 2015, www.economist.com/news/asia/21678247-smiles-and-handshakes-usher-what-will-be-rocky-period-china-taiwan-relations-emperors (consulté le 30 janvier 2016).
3. Jean-Pierre Cabestan, « Vers un sommet Jiang Zemin – Lee Teng-hui ? À propos du discours en huit points de Jiang Zemin et de la réponse en six points de Lee Teng-hui », *Perspectives chinoises*, n° 28, 1995, p. 43-49.

sensible durant la fin du mandat de Lee et durant tout le mandat de Chen. La présidence de Ma Ying-jeou (2008-2016), qui vit le retour au pouvoir d'un Kuomintang nettement plus pro-unification, conduisit certes à une amélioration modeste des relations, mais ne changea rien sur le fond de l'épineuse question de la souveraineté, tandis que la perspective d'une unification s'éloignait toujours plus pour la Chine.

Si bien que l'actuel président chinois, Xi Jinping, déclarait en octobre 2013, peu de temps après son arrivée à la tête de l'État, que la réunification avec Taiwan « ne pouvait être perpétuellement remise de génération en génération » (*buneng yidai yidai chuan xiaqu*)⁽⁴⁾, provoquant une vague de questions sur ses intentions, peu explicites en la matière, et notamment sur la façon dont il s'y prendrait pour résoudre un problème qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait pu solutionner. Cependant, tout en brandissant une menace verbale, il annonçait également qu'il soutenait la rencontre des « responsables des institutions des deux parties » (*shuangfang zhuguan bumen fuzeren*) pour « conduire des négociations sur un pied d'égalité avec Taiwan » (*tong Taiwan jinxing pingdeng xieshang*)⁽⁵⁾.

Entendait-il déjà par là qu'il était possible de reprendre le dossier d'une rencontre entre les présidents, en écho au huitième point de Jiang Zemin, 18 ans plus tôt ? La formulation prudente de Xi Jinping à l'époque ne permettait pas de le savoir avec certitude, mais l'organisation du sommet deux ans après semble confirmer qu'il y était favorable, ou du moins qu'il s'est rallié à l'idée. Pour quelles raisons le sommet a-t-il finalement été organisé ? Il y a sans doute plusieurs causes à ce sommet, et les témoignages et révélations qui pourraient être publiés à l'avenir nous aideront à affiner l'analyse.

Les causes avancées

On pourrait tout d'abord être tenté d'y voir chez Xi Jinping, engagé sur de nombreux fronts nationaux et internationaux, la recherche d'une avancée dans le difficile dossier taiwanais, à un moment où la croissance de l'économie chinoise ralentit. La conjoncture dans le détroit pouvait sembler s'y prêter : les deux quadriennats de Ma ont été ceux d'une détente relative dans le détroit, et rencontrer le chef du parti à la fois frère et ennemi, le KMT, dans une ère de rapprochement, pouvait auréoler sa stature. C'est notamment une cause avancée par *The Economist*⁽⁶⁾. Mais alors, pourquoi le faire si tard, alors que Ma Ying-jeou n'a pas caché, à plusieurs moments de ses deux mandats, sa volonté de rencontrer ses homologues Hu Jintao puis Xi Jinping ? Il nous semble que l'aspect tardif de ce sommet et son organisation à sept mois de la fin du mandat de Ma décrédibilisent, au moins partiellement, cet argument, sauf à le prendre en considération en même temps que d'autres causes explicatives.

À Taiwan, de nombreux internautes ont interprété les efforts répétés du président taiwanais en vue du sommet comme une volonté de se tailler, par cette rencontre, une stature historique à même de faire oublier la mauvaise image que laissent ses deux mandats à la tête de l'État : son bilan économique et social est très critiqué à Taiwan, et sa popularité n'a pas dépassé 20 % durant les trois dernières années de son mandat⁽⁷⁾. Mais il s'agit là d'un argument politique lié aux engagements partisans des uns et des autres, et le fait qu'il soit dans tous les esprits à Taiwan ne le rend pas pour autant indiscutable, même si une cause explicative de ce type est aussi délicate à infirmer qu'à confirmer.

Certains ont pu voir aussi dans la rencontre de Singapour une stratégie de la part de Pékin pour tenter de s'allier Taipei (ou tout du moins, le KMT),

dans un front nationaliste panchinois face aux États-Unis, sur le délicat dossier de la souveraineté en mer de Chine du Sud, où Taiwan maintient une revendication territoriale au nom de son identité de régime, la République de Chine⁽⁸⁾. Mais là encore, l'argument ne convainc pas tout à fait. Cinq semaines après le sommet, et trois semaines avant le scrutin du 16 janvier, le Congrès américain décidait en effet d'autoriser l'administration Obama à effectuer sa troisième et dernière vente d'armes et de matériel militaire d'importance à Taiwan. Une telle vente ne pouvant intervenir avant la fin de la présidence de Ma Ying-jeou, et la défaite électorale du KMT à venir étant déjà quasi-certaine au moment de cette annonce, on peut conjecturer que les États-Unis n'ont pas vu dans ce sommet un risque de front uni anti-américain dans la mer de Chine du Sud, confirmant la vision officiellement positive portée sur la tenue du sommet, indiquée par le porte parole de la Maison Blanche trois jours avant la rencontre⁽⁹⁾. La surprise créée par la visite de Ma Ying-jeou sur l'île de Itu Aba le 28 janvier suivant a certes pu conduire les observateurs à s'interroger de nouveau sur la possibilité que les deux présidents aient évoqué la question durant le sommet, mais il n'est pas dit que cette visite soit autre chose qu'une simple réaffirmation de souveraineté par un président sur le départ, comme l'avait fait son prédécesseur Chen Shui-bian, du DPP, à la veille de quitter le pouvoir lui aussi, en février 2008.

Intérêts divergents et partagés

Dans l'agrégation des causes qui conduisent à la décision d'une rencontre internationale entre deux parties dont aucune n'a établi d'empire absolu sur les destinées de l'autre, au moins deux configurations menant à la décision de la rencontre peuvent être envisagées. La première est celle où des intérêts respectifs qui divergent conduisent les deux parties à confronter leurs objectifs en vue de la recherche d'un consensus minimal ; la seconde est celle où des intérêts convergent d'entrée de jeu sur un ou plusieurs points, et l'existence d'un minimum de consensus de départ permet alors à la rencontre de déboucher sur des décisions politiques.

Mais il s'agit en fait là de types idéaux. *The Economist*, dans son analyse du sommet, participe de cette distinction trop claire, en opposant l'intérêt des deux parties pour conclure que, compte-tenu d'interprétations on ne peut plus opposées de la situation, « elles ne peuvent pas avoir raison toutes les deux »⁽¹⁰⁾. Car la distinction entre ces deux types de situation est, dans les faits, rarement si claire : il suffit que les deux parties aient la volonté d'arriver à un accord minimal entre leurs intérêts divergents pour qu'il y ait une forme de consensus de départ. Ce fut le cas à Singapour.

Il est certes vrai que les intérêts chinois et taiwanais dans les deux rives sont divergents : tandis que la République populaire de Chine souhaite la

4. Voir « Huiwu Xiao Wanchang Xi Jinping: zhengzhi wenti buneng yidai yidai chuan xia qu » (Recevant Vincent Siew, Xi Jinping indique que le problème politique [dans le détroit de Taiwan] ne peut pas être transmis de génération en génération), *ET today*, 7 octobre 2013, <http://www.ettoday.net/news/20131007/279079.htm#ixzz3wvc8nhC> (consulté le 27 janvier 2016).

5. *Ibid.*

6. « The Emperor's Descendants », *art. cit.*

7. « Taiwan Mood Barometer Survey » de la société privée Taiwan zhibiao mindiao (Taiwan Indicators Survey Research), www.tisr.com.tw/?p=6100 (consulté le 25 janvier 2016).

8. « Bie nao le! Ma-Xi hui de zhongdian zai Nanhai » (Arrêtez de faire du bruit pour rien ! Le point central du sommet se trouve dans la mer de Chine du Sud), 5 novembre 2015, <http://theme.udn.com/theme/story/8959/1294744> (consulté le 27 janvier 2016).

9. « Ma-Xi hui Meifang shiqian zhiqing baigong biaoshu lejian » (Les États-Unis étaient informés par avance de la rencontre entre Ma et Xi et la Maison Blanche exprime un point de vue optimiste) <http://news.tbvs.com.tw/politics/news-624284> (consulté le 27 janvier 2016).

10. « The Emperor's Descendants », *art. cit.*

réunification et la fin de l'existence juridique de la République de Chine, cette dernière chercher à assurer sa survie internationale et à se protéger des visées irrédentistes de son voisin. Cependant, quand le Kuomintang est au pouvoir, la politique de Taïwan se rapproche de celle de la Chine sur l'objectif ultime de l'unification, basé sur la croyance que les deux rives font partie de la même nation, ce que Ma et Xi ont clairement rappelé à Singapour, au grand dam des indépendantistes. Une congrégation particulière d'intérêt, un événement inédit ou un contexte particulier ont-ils finalement rendu possible ce sommet ?

Il y a deux décennies, dans son analyse des « huit points » de Jiang Zemin publiée dans *Perspectives chinoises*, Jean-Pierre Cabestan explicitait dans les termes suivants l'intérêt d'une telle rencontre pour chacune des parties, tout en indiquant que les obstacles étaient nombreux : « Le gouvernement de Taïpei pourrait espérer ainsi, et ce dans tous les cas de figure, rehausser sa stature internationale, et celui de Pékin serait en mesure d'envisager l'ouverture d'une véritable négociation politique »⁽¹¹⁾.

Après 20 années durant lesquelles la situation dans le détroit a beaucoup changé, notamment du fait des évolutions politiques internes à Taïwan, ce cadre reste-t-il valable ? Force est de constater que, pour la Chine, la perspective de voir s'ouvrir des négociations politiques avec Taïwan s'est plutôt éloignée, tandis que, par la rencontre entre les deux présidents à Singapour, Taïwan a effectivement pu gagner en visibilité internationale. Le président taïwanais est en effet apparu devant un vaste parterre empli de journalistes internationaux l'appelant « Monsieur le président », ou « Président Ma », ce qui ne s'était jamais produit.

Une situation électorale critique

Étant donné que le président taïwanais n'était pas en position de mener des négociations secrètes avec Pékin et que le sommet risquait fort de tourner à l'avantage médiatique de Taïwan, présenté comme recherchant la paix, quel pouvait alors être l'intérêt de la Chine d'accepter cette rencontre Xi-Ma, à sept mois de la fin du mandat de ce dernier ?

La proximité entre la tenue du sommet début novembre 2015, les élections taïwanaises de janvier 2016 et l'investiture des nouveaux députés (1^{er} février) ainsi que du nouveau président (20 mai) ne peut manquer de poser la question d'un lien possible entre la rencontre, le calendrier électoral taïwanais et les perspectives d'un changement majeur de la donne politique et géopolitique à Taïwan et, possiblement, dans le détroit.

Pour ne parler que de la présidentielle, la candidate du KMT, Hung Hsiu-chu, remplacée peu avant le sommet de Singapour, était constamment donnée comme perdante depuis des mois, oscillant entre 12,7 % et 20,5 % des intentions de vote⁽¹²⁾, toujours très loin derrière Tsai Ing-wen. Son remplacement fin octobre par le président du KMT, Chu Li-lun, n'a rien changé aux intentions de vote. Les élections à la chambre – au Yuan législatif – menaçaient aussi de conduire à la perte par le KMT de la majorité absolue qu'il y détenait depuis les élections générales de 1947.

S'il est vrai qu'une telle perspective avait de quoi inquiéter la Chine, le sommet peut alors être interprété comme le résultat de la perception par les deux parties d'une situation exceptionnelle jouant contre leurs intérêts et la volonté des deux présidents de faire un pas symbolique fort avant qu'un gouvernement du DPP ne soit investi. Et ce, basé sur un consensus de départ entre les deux partis : l'appartenance de Taïwan, selon le KMT, à la nation Chine, qui se traduit par l'adhésion de ce parti au « Consensus de 1992 ». Fondé sur l'interprétation que donnent le KMT et le PCC de la

rencontre de leurs négociateurs respectifs à Singapour en 1992, celui-ci repose sur le principe qu'il n'existe « qu'une seule Chine » (*yige Zhongguo — 一個中國*). Et ce serait un calcul, et non un oubli, qui expliquerait que Ma Ying-jeou, au grand mécontentement des Taïwanais, n'ait pas mentionné devant Xi Jinping le complément d'interprétation à ce « Consensus de 1992 » dont le KMT s'était pourtant fait le chantre, mais qui froisse la République populaire : « Une seule Chine », certes, mais « Chacun son interprétation » (*gezi biaoshu 各自表述*). On pourrait y voir le résultat des intérêts respectifs des deux partis et de leur intérêt partagé (l'unification), le choix de Ma Ying-jeou de ne pas froisser Xi Jinping, et peut-être enfin la demande préalable de la partie chinoise, durant les négociations visant à organiser ce sommet, que Ma s'en tienne à la position de Pékin.

Un sommet sans grande suite

Des décisions politiques prises dans le domaine de leurs relations mutuelles par les parties au sommet de Singapour, et annoncées à la suite de l'événement, peuvent-elles venir confirmer l'hypothèse d'un lien entre le sommet, la situation préélectorale du KMT et les inquiétudes de la Chine sur l'inconnu de l'après-KMT à Taïwan, en même temps qu'elles nous informeraient sur le contenu des négociations à huis-clos ?

Deux décisions resserrant les liens dans le détroit et annoncées peu de temps avant le scrutin peuvent éventuellement le laisser penser : l'établissement d'un téléphone rouge entre les deux gouvernements, annoncé le 30 décembre⁽¹³⁾; et les premières autorisations, jusque-là refusées par Pékin, données à des touristes chinois de transiter par Taïwan en route pour un tiers pays, le 6 janvier⁽¹⁴⁾. La Présidence à Taïpei n'a pas manqué d'y voir le résultat de la « détente » et une conséquence directe du sommet de Singapour – jusqu'à attribuer à ce dernier, dans son enthousiasme, une libération d'espions apparemment intervenue trois semaines avant le sommet lui-même⁽¹⁵⁾. Le fait que, selon la presse taïwanaise, le « téléphone rouge » ait été fermé suite à la victoire du DPP tendrait à confirmer que la Chine ne cherchait qu'à influencer le vote⁽¹⁶⁾, tandis que sa fermeture représenterait un signe peu rassurant de la part de Pékin.

S'il s'agit d'une tentative d'influencer les élections taïwanaises, on aurait tort de l'imaginer efficace. La rencontre de Singapour avait déjà provoqué à Taïwan de vives critiques à l'encontre de Ma Ying-jeou, notamment pour

11. Jean-Pierre Cabestan, « Vers un sommet Jiang Zemin – Lee Teng-hui ? À propos du discours en huit points de Jiang Zemin et de la réponse en six points de Lee Teng-hui », *art. cit.*, p. 49.
12. « Taïwan zhibiao mindiao Song Chuyu shouci luohou Hong Xiuzhu » (Selon le Taïwan Mood Barometer Survey, pour la première fois, [les intentions de vote pour] Soong Chu-yu passent derrière celles pour Hung Hsiu-chu), *Storm media*, 14 juillet 2015, www.storm.mg/article/65343 (consulté le 27 janvier 2016).
13. « Le téléphone rouge Taïpei-Pékin est fruit de la rencontre Ma-Xi, affirme la présidence de la République », *Taiwan Info*, 31 décembre 2015, <http://taiwaninfo.nat.gov.tw/ct.asp?xitem=240825&ctNode=2248&mp=4> (consulté le 27 janvier 2016).
14. Trois premières villes chinoises étant « ouvertes » à titre de test : Chongqing, Kunming et Nanchang. Voir « Zhongguo pianmian xuanbu dui Tai liang li duo Chen Qimai zhiyi: xuanju kaoliang » (La Chine annonce unilatéralement des mesures comme bénéficiant doublement à Taïwan. [Le député] Chen Chi-mai en doute : [c'est plutôt] un calcul électoral), *Sanli xinwen wang*, 7 janvier 2016, www.setn.com/News.aspx?NewsID=116817 (consulté le 27 janvier 2016).
15. Voir « Lishixing tupo liang'an mimi huan fu » (Une percée historique : les deux rives s'échangent des captifs), *China Times*, 30 novembre 2015, www.chinatimes.com/newspapers/20151130000317-260102 et « China Releases Taiwanese Spies », *Taipei Times*, 1^{er} décembre 2015, www.taipeitimes.com/News/front/archives/2015/12/01/2003633726 (ces deux liens ont été consultés le 27 janvier 2016).
16. « Dui buqi, nin bo de haoma... xuanhou liang'an xian Zhongguo bu jie » (Désolé, le numéro que vous avez composé... Depuis l'élection, la Chine ne répond plus au téléphone rouge entre les deux rives », *Liberty Times Net*, 28 janvier 2016, <http://news.ltn.com.tw/news/politics/breakingnews/1587035> (consulté le 13 février 2016).

son « coupable oublié » devant Xi Jinping sur le « Consensus de 1992 », si bien que le sommet avait accentué l'inquiétude chez une majorité de Taïwanais quant à la politique chinoise de leur président ⁽¹⁷⁾. Les sondages effectués immédiatement après le sommet ont également montré que la rencontre n'avait pas profité au candidat présidentiel du KMT, Chu Li-lun, et avait au contraire légèrement accru les intentions de vote en faveur de la candidate du DPP ; quant à l'influence sur le vote lui-même, le 16 janvier, les deux événements étaient trop lointains au moment du vote, et le débat électoral trop centré sur la réforme à Taiwan, pour préjuger d'un quelconque impact significatif sur le scrutin lui-même ⁽¹⁸⁾.

Conclusion

Si le gouvernement Ma Ying-jeou a insisté pour montrer que la Chine allait de l'avant suite au sommet, c'est en fait plutôt par sa discrétion que celle-ci semble briller dans sa tentative, s'il y en a eu, d'influencer l'élection, en comparaison tout du moins de la crise des missiles ayant précédé l'élection de 1996, ou des suspicions de pressions chinoises sur les grands

hommes d'affaires taïwanais ayant pris position contre la candidature de Tsai en 2012. Tout se passe comme si elle aussi avait compris l'issue finale et le danger d'une intervention trop visible. Pékin a certes repris, comme en 2012, le principe d'une subvention indirecte – *via* les associations d'hommes d'affaires taïwanais en Chine – aux billets d'avion des *taishang* ⁽¹⁹⁾ pour qu'ils retournent voter à Taiwan ; ce qui conduit, au passage, un régime autoritaire à subventionner une élection démocratique pour tenter de l'influencer. Mais ceci, sans grand enthousiasme et dans une relative discrétion ⁽²⁰⁾. Quant aux quelques grands patrons taïwanais qui avaient publiquement pris parti en 2012 par des déclarations aux médias et des encarts publicitaires dans la presse, ils se sont cette fois tous abstenus d'intervenir ouvertement, signe de la très étroite marge de manœuvre dont la Chine dispose finalement sur ce dossier, sauf à recourir à une intervention militaire, coûteuse et risquée.

■ Stéphane Corcuff est directeur de l'Antenne du CEFC à Taipei.
Room B110, Research Center for Humanities and Social Sciences,
Academia Sinica, Taipei 11529, Taiwan (scorcuff@cefc.com.hk).

17. Le sondage suscité donne ainsi 52,7 % de répondants estimant que Ma n'a pas été capable de défendre la souveraineté et les intérêts de leur pays, contre 30,2 % qui estiment le contraire. « Taiwan Mood Barometer Survey » de la société privée Taiwan zhibiao mindiao (Taiwan Indicators Survey Research), *art. cit.* Une autre critique, formulée notamment par Gerrit van des Wees dans *Taiwan Communiqué* est que le sommet remplaçait la relation Chine-Taiwan, « dans le cadre anachronique de la vieille opposition entre le Kuomintang et le PCC, et ni[ait] la transition démocratique que Taiwan a vécue ». Voir *Taiwan Communiqué*, n° 154, janvier 2016, p. 10.
18. Stéphane Corcuff, « Chine-Taiwan : après Singapour », *Asialyst*, 25 novembre 2015, <https://asialyst.com/fr/2015/11/25/chine-taiwan-apres-singapour> (consulté le 27 janvier 2016).
19. Sur la notion de *taishang*, voir l'article de Gunter Schubert, Lin Rui-hua et Tseng Yu-Chen dans ce même numéro de *Perspectives chinoises* (p. 31-39).
20. Les commentaires dans les médias et sur les réseaux sociaux ont très peu abordé la question, ce qui a été noté par les observateurs. Il semble que le montant de la subvention allouée aux hommes d'affaires désirant rentrer voter ait été sensiblement réduite cette fois-ci. Voir « Zhe yi ci, haiyou duoshao dalu Taishang hui Tai toupiao? » (Cette fois-ci, combien y aura-t-il de Taishang qui rentreront voter à Taiwan ?), *The Initium*, 31 janvier 2015, <https://theinitium.com/article/20151231-taiwan-presidential-election-taiwan-businessmen> (consulté le 27 janvier 2016).